

## Observations citoyennes

### Frontière franco-espagnole

#### Hendaye

8 et 9 octobre 2025



Les associations réunies au sein de la CAFI (Amnesty International France, La Cimade, Médecins du Monde, Médecins Sans Frontières et le Secours Catholique-Caritas France) et l'Anafé, ont organisé les 8 et 9 octobre des observations citoyennes à la frontière franco-espagnole, à Hendaye, afin d'exercer le droit de regard de la société civile sur les pratiques des autorités françaises à l'encontre des personnes exilées à la frontière.

**17 personnes ont participé à ces observations citoyennes, pendant 18 heures. Cette séquence d'observations a permis de dresser des constats de pratiques illégales à la frontière.**

Pendant ces observations, des contrôles discriminatoires ont eu lieu à la gare d'Hendaye.  
Six personnes ont été interpellées par la police française aux alentours de la gare d'Hendaye.  
Une personne a témoigné s'être vue refuser l'accès à un avocat, alors qu'elle a été enfermée 10 heures au poste de la PAF.

### Contrôles discriminatoires

Au cours des 18 heures d'observation à la gare d'Hendaye - ville frontalière de l'Espagne - 12 personnes ont été contrôlées par les forces de l'ordre dans la gare et aux alentours. Elles étaient toutes non-blanches.

Parmi elles, six personnes ont été interpellées et conduites au poste de la police aux frontières d'Hendaye. Cinq d'entre elles ont fait l'objet d'une palpation de sécurité, qui s'est conduite sur le parvis de la gare à la vue de tout·es.

### Procédures illégales : absence de notification et refus de droits, absence de remise des documents légaux

Quatre personnes interpellées puis libérées ensuite en France, après 15 heures et 10 heures de privation de liberté, ont témoigné n'avoir pas été informées de leurs droits - notamment celui de voir un médecin, d'être assistée d'un·e avocat·e ou encore de prévenir la personne de leur choix.

Aucune d'entre elles n'a reçu de procès-verbal en lien avec la privation de liberté dont elles ont fait l'objet ou encore la procédure de prise d'empreintes.

L'une d'entre elles a indiqué avoir demandé un·e avocat·e, ce que le policier lui aurait refusé.

### Récit de Monsieur M. et de ses deux compagnons

Monsieur M. et deux compagnons ont témoigné avoir été interpellés le 7 octobre 2025, à 23h, dans un bus arrêté à proximité de la gare puis avoir été emmenés au poste de la PAF d'Hendaye. M. a dit ne pas avoir été informé de ses droits - notamment celui de voir un médecin ou d'être assisté d'un avocat. Ses empreintes digitales ont été relevées et il a été pris en photo. Lui et ses compagnons sont sortis libres du poste de la police aux frontières le lendemain aux alentours de 14h, soit après 15 heures de privation de liberté. Deux d'entre eux se sont vus notifier une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Ils n'ont reçu aucun document relatif à leur privation de liberté et à la prise d'empreinte. Ils ont ensuite souhaité prendre le train pour Paris, mais deux d'entre eux ont de nouveau été contrôlés par des policiers présents à la gare, à qui ils ont présenté les OQTF. Les policiers leur ont alors indiqué la gare du Topo en leur disant d'aller en Espagne, bien que ces personnes n'aient pas fait l'objet d'une mesure de réadmission vers Espagne.

### Quels recours en justice contre ces pratiques illégales ?

En théorie, les personnes interpellées à la frontière puis renvoyées en Espagne ou laissées libres en France ont le droit de former des recours contre les décisions de réadmission, les OQTF et former des plaintes à l'encontre des pratiques illégales commises par les autorités françaises.

Cependant, elles ne reçoivent pas les informations et éléments nécessaires pour être en mesure d'initier ces démarches.

Notamment, les personnes interpellées à Hendaye puis renvoyées en Espagne, sont parfois relâchées en pleine rue, à proximité de péages ou libérées depuis le poste de police à Irun après quelques heures de privation de liberté - tant de lieux où les associations ne peuvent être systématiquement présentes afin de transmettre des informations sur leurs droits et/ou recueillir leur témoignage. Ainsi, pendant ces observations à Hendaye, il n'a ainsi pas été possible de rencontrer des personnes renvoyées en Espagne par les autorités françaises.

---

#### Projet CAFI

Amnesty International France - La Cimade - Médecins du Monde - Médecins Sans Frontières - Secours Catholique - Caritas France

Contact : [agnes.lerolle@projet-cafi.com](mailto:agnes.lerolle@projet-cafi.com)

#### Anafé

Contact : [isaline.roverato@anafe.org](mailto:isaline.roverato@anafe.org)